

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b> .....	7
---------------------------	---

## Première partie

### QUESTIONS PARTICULIÈRES

#### 1

<b>L'indemnisation de l'incapacité de travail dans le régime des accidents du travail : quelle (l)égalité pour les travailleurs du secteur privé et du secteur public ?</b> .....	13
---	----

Simon PALATE  
avocat au barreau de Namur

<b>Introduction</b> .....	14
---------------------------	----

#### Section 1

<b>La détermination du régime d'indemnisation applicable</b> .....	16
--	----

<b>A. Le champ d'application des lois : deux méthodes différentes</b> .....	16
1. Les dispositions de la loi du 10 avril 1971.....	16
2. Les dispositions de la loi du 3 juillet 1967 .....	17
3. Les arrêtés royaux adoptés sur la base de la loi du 3 juillet 1967 .....	20
<b>B. La loi du 3 juillet 1967 confrontée au principe de légalité</b> .....	22
1. Le principe de légalité déduit de l'article 23 de la Constitution.....	22
2. L'habilitation prévue par l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 3 juillet 1967 .....	25
3. L'habilitation prévue par l'article 3 <i>bis</i> de la loi du 3 juillet 1967 .....	28
<b>C. Les contraintes imposées au pouvoir exécutif</b> .....	31

Section 2

<b>La réparation de l'incapacité temporaire de travail</b> .....	35
A. <b>Les mécanismes de renvoi prévus par la loi du 3 juillet 1967</b> .....	35
B. <b>L'existence d'un régime plus favorable propre au secteur public</b> .....	38
1. La notion de régime plus favorable .....	39
2. La différenciation des travailleurs du secteur public par rapport à un régime plus favorable .....	41
3. L'incidence de la position « statutaire » .....	43
C. <b>Déterminer le régime plus favorable</b> .....	46
1. La composition de la rémunération de base .....	46
2. L'incidence du régime de travail .....	49
3. Les situations de cumul d'emplois .....	52

Section 3

<b>La réparation de l'incapacité permanente de travail</b> .....	55
A. <b>Secteur public et secteur privé : des critères communs à une mise en œuvre différenciée</b> .....	55
B. <b>La désindexation de la rémunération de référence et le plafond de rémunération dans le secteur public</b> .....	59
1. La désindexation est-elle prévue par la loi et/ou par des dispositions réglementaires ? .....	59
2. La nécessaire combinaison de la désindexation avec le plafond de la rémunération .....	65
C. <b>La désindexation de la rémunération par rapport à l'indexation de la rente</b> .....	73
<b>Conclusion</b> .....	81

2

**Le droit à la vie privée des demandeurs du revenu d'intégration : quel équilibre pour quelles ingérences ?** ... 87

Camille LANSSENS

aspirante FNRS – chercheuse au Centre de droit public et social de l'U.L.B.

**Introduction** .....

Section 1

<b>Le droit au respect de la vie privée</b> .....	94
A. <b>Le droit au respect de la vie privée : un droit relatif</b> .....	94

Section 4

<b>Les balises légales et les voies d'action institutionnelles</b> .....	148
<b>A. Le monopole des travailleurs sociaux sur la réalisation de l'enquête sociale</b> .....	148
<b>B. Le secret professionnel des travailleurs sociaux</b> .....	150
1. Contours de la notion et sanctions du non-respect de l'obligation .....	151
2. Une protection sous tension.....	156
<b>C. L'information du demandeur</b> .....	165
1. Le devoir d'information du centre .....	165
2. Les garanties offertes par le droit à la protection des données à caractère personnel et les autorisations concédées par l'utilisateur.....	167
3. La consignation contradictoire comme condition de la force probante particulière du rapport social.....	170
<b>D. Les services du S.P.P. Intégration sociale</b> .....	173
1. Le service Inspection.....	173
2. Le service des experts du vécu en matière de pauvreté et d'exclusion sociale .....	178

Section 5

<b>Les pratiques de contrôle des C.P.A.S. : la visite à domicile et la demande des extraits de compte bancaire</b> .....	181
<b>A. La visite à domicile</b> .....	182
1. Le caractère obligatoire de la visite à domicile .....	182
2. Les visites à domicile réalisées à l'improviste .....	183
3. Les visites à domicile intrusives.....	186
<b>B. La demande et l'utilisation des extraits de compte bancaire</b> .....	188
1. Une pratique de contrôle répandue .....	188
2. La demande systématique .....	190
3. L'analyse des dépenses de l'intéressé.....	193
<b>Conclusion</b> .....	194

3

**Quelques points d'attention relatifs  
à la réglementation des allocations aux personnes  
handicapées** ..... 197  
Julien BARTHOLOMÉ  
juge au tribunal du travail du Hainaut

**Introduction** ..... 198

Section 1

**Conditions d'âge** ..... 199

    A. Avant la loi du 12 décembre 2020 ..... 199

    B. L'arrêt n° 103/2020 ..... 199

    C. La réponse du législateur ..... 200

    D. En pratique ..... 201

Section 2

**Conditions de nationalité** ..... 202

    A. Rappel ..... 202

    B. Sort de l'étranger inscrit au registre des étrangers ..... 203

Section 3

**Condition de résidence** ..... 204

    A. Rappel ..... 204

    B. L'arrêt n° 41/2020 ..... 204

Section 4

**Conditions médicales de handicap** ..... 205

    A. Rappel ..... 205

    B. Recours à l'expertise et valeur du rapport d'expert ..... 206

    C. Mesure d'expertise sans contestation de la thèse  
        médicale administrative ..... 206

    D. Solution du différend médical sans mesure d'expertise ..... 208

    E. Pouvoir d'appréciation du juge sur le rapport d'expertise ..... 208

Section 5

<b>Incidences de la situation personnelle et familiale sur les allocations</b> .....	209
A. Trois catégories en A.R.R. ....	209
B. Notion de ménage.....	210
C. Règle du cumul et année de référence.....	211
D. Prise en compte des revenus imposables distinctement.....	211
E. Modification de la situation familiale et personnelle.....	212
F. Tempéraments à la règle du cumul.....	213

Section 6

<b>Procédure administrative</b> .....	214
A. Motivation de la décision administrative.....	214
B. Prise de cours et révision de la décision administrative.....	214

Section 7

<b>Procédure judiciaire</b> .....	216
A. Délai de recours.....	216
B. Autorité de chose jugée.....	217
C. Extension de la demande.....	218
D. Action subrogatoire du C.P.A.S.....	218

<b>Conclusion</b> .....	220
-------------------------	-----

4

<b>Pension complémentaire du travailleur salarié : licenciement et information erronée</b> .....	221
--	-----

Simon PÂQUES  
 avocat au barreau de Liège-Huy

<b>Introduction et champ de la contribution</b> .....	222
---	-----

Section 1

<b>Pension complémentaire du travailleur salarié : quelques principes</b> .....	222
A. Les principales législations et réglementations.....	223

B. Quelques concepts utiles pour appréhender la matière.....	223
C. Les différents types d'engagement de pension .....	226
1. Trois grands types d'engagement de pension .....	226
2. Autres types d'engagements de pension.....	228
D. Les prestations acquises et les réserves acquises.....	228
E. La garantie de rendement minimum légale .....	229
F. Le principe de non-discrimination.....	231
G. Le caractère collectif et réglementaire d'un engagement de pension.....	233
H. L'affiliation immédiate à l'engagement de pension et l'acquisition immédiate des droits de pension complémentaire.....	234
I. Moment de la liquidation des droits de pension complémentaire.....	235
J. L'obligation d'externaliser la gestion et l'exécution d'un engagement de pension complémentaire .....	236
 Section 2	
<b>Pension complémentaire du travailleur salarié : deux cas pratiques.....</b>	<b>236</b>
A. Cas pratique n° 1 : pension complémentaire et rupture du contrat de travail.....	237
1. Première possibilité : valorisation de l'avantage de pension complémentaire dans l'indemnité compensatoire de préavis.....	237
2. Deuxième possibilité : la valorisation de la période couverte par l'indemnité com- pensatoire de préavis dans le plan de pension complémentaire .....	245
B. Cas pratique n° 2 : pension complémentaire et information erronée.....	253
1. Principaux canaux d'information .....	253
2. Que faire en cas d'erreur dans les documents d'information remis aux affiliés? .....	259
 <b>Conclusion.....</b>	 <b>269</b>
  <b>5</b>  	
<b>Réduction fédérale de cotisations sociales pour les premiers engagements.....</b>	
<b>271</b>	
Thierry ZUINEN avocat au barreau de Charleroi	
 <b>Introduction.....</b>	 <b>272</b>

Section 1	
<b>Dispositions légales – Principes de base des réductions de cotisations sociales</b> .....	273
Section 2	
<b>Conditions d’octroi, montants et périodes de la réduction</b> .....	274
Section 3	
<b>Exclusions – Remplaçant au sein d’une même unité technique d’exploitation (art. 344)</b> .....	278
A. Interprétation des quatre trimestres.....	279
B. Interprétation du terme remplaçant.....	279
C. Interprétation de la notion d’unité technique d’exploitation.....	282
D. Essai de raisonnement pour le juriste praticien.....	286
Section 4	
<b>Quelques mots sur la procédure de régularisation</b> .....	287
<b>Conclusions</b> .....	289

## 6

<b>L’exonération fiscale et sociale organisée par la loi du 18 juillet 2018 – Étude théorique et pratique de sa problématique du point de vue du statut social des travailleurs indépendants</b> .....	291
--	-----

Vincent FRANQUET

expert-juriste du statut social des travailleurs indépendants

Section 1	
<b>Présentation générale</b> .....	293
Section 2	
<b>Prolègomènes</b> .....	296
A. <b>L’activité professionnelle comme condition d’assujettissement au statut social des travailleurs indépendants</b> .....	296
B. <b>Les types d’exonérations de cotisations sociales de travailleur indépendant</b> .....	300
1. <b>L’exonération résultant d’une exception à l’assujettissement</b> .....	301

2. L'exonération au bénéfice de catégories de cotisants.....	325
3. Réflexion générale.....	332
<b>Section 3</b>	
<b>Philosophie du système de la loi du 18 juillet 2018</b> .....	334
A. Concernant le but lucratif.....	334
B. Concernant le critère de l'activité non occasionnelle.....	336
C. Conséquence pour le secteur de « l'économie collaborative ».....	338
<b>Section 4</b>	
<b>Les activités donnant lieu à l'exonération fiscale et sociale</b> .....	339
A. Le travail associatif.....	339
B. Les services dits « occasionnels » entre les citoyens.....	341
C. « L'économie collaborative ».....	342
<b>Section 5</b>	
<b>Les conditions de l'exonération fiscale et sociale</b> .....	343
A. Les conditions liées à l'exercice de l'activité.....	343
1. Le travail associatif.....	343
2. Les services dits « occasionnels » entre les citoyens.....	345
3. « L'économie collaborative ».....	346
B. La condition de l'exercice d'une activité professionnelle, sans lien avec l'activité donnant lieu à l'exonération fiscale et sociale.....	347
1. Principes.....	347
2. Exceptions.....	350
C. La condition du plafonnement des revenus.....	355
1. Remarques liminaires.....	356
2. Application des plafonds pour l'exonération fiscale et sociale.....	358
3. Conséquences du dépassement des plafonds du point de vue de la sécurité sociale.....	364
4. Effets du dépassement du plafond annuel dans le temps.....	371
<b>Section 6</b>	
<b>Questionnement critique sur le système de la loi du 18 juillet 2018</b> .....	373
A. La dérogation aux critères généraux relatifs à la définition de l'« activité professionnelle ».....	373
B. La création de différences de traitement problématiques.....	374
1. Au sein du système de la loi du 18 juillet 2018.....	374
2. Entre des travailleurs visés par le système de la loi du 18 juillet 2018 et certains de ceux qui en sont exclus.....	375



Section 7

**L'arrêt de la Cour constitutionnelle et ses conséquences** ..... 375

A. **Quand une motivation problématique conduit cependant à une annulation salutaire** ..... 375

B. **Les conséquences de l'arrêt de la Cour constitutionnelle** ..... 384

Section 8

**Réflexions synthétiques finales** ..... 387

## Seconde partie

### QUESTIONS TRANSVERSALES

#### 7

**Questions choisies relatives à la charte de l'assuré social : l'article 17 de la charte – La responsabilité des institutions de sécurité sociale du fait de leurs manquements à leurs obligations d'information et de conseil** ..... 393

Steve GILSON

avocat au barreau de Namur, maître de conférences à l'UCLouvain, chargé de cours à l'ICHEC, juge suppléant au tribunal du travail de Liège, division de Namur

France LAMBINET

avocate au barreau de Namur, assistante à l'U.L.B.

Zoé TRUSGNACH

avocate au barreau de Namur

**Introduction** ..... 395

Section 1	
<b>Brèves considérations relatives au champ d'application de la charte inspirées des arrêts récents de la Cour constitutionnelle sur les notions de « sécurité sociale » et d'« assuré social »</b> .....	395
Section 2	
<b>L'article 17, alinéa 2, de la charte de l'assuré social</b> .....	401
<b>Introduction</b> .....	401
<b>A. Questions spéciales relatives au champ d'application de l'article 17, alinéa 2, de la charte</b> .....	403
1. La nécessité d'une erreur initiale de l'institution de sécurité sociale qui prend la décision rectificative .....	403
2. La nécessité d'une <i>décision</i> erronée prise par l'institution de sécurité sociale .....	406
3. Les dispositions sectorielles .....	414
<b>B. L'application de l'article 17, alinéa 3, de la charte</b> .....	416
<b>C. La problématique spécifique de la vérification des dépenses en matière de chômage</b> .....	419
Section 3	
<b>La responsabilité des institutions de sécurité sociale</b> .....	423
<b>A. Faute résultant d'un manquement au devoir d'information et de conseil</b> ..	424
<b>B. Faute résultant d'un manquement au devoir de bonne administration</b> .....	428
<b>C. Fautes dans l'interprétation de la loi</b> .....	429
<b>D. La problématique des fautes concurrentes</b> .....	430
<b>E. L'estimation du dommage</b> .....	431
<b>F. La compétence des juridictions du travail</b> .....	432
<b>Conclusions</b> .....	433

## 8

### « Vous êtes sûr(e) qu'on est compétents, maître ? » Juridictions du travail et responsabilité des organismes de sécurité sociale ..... 435

Katrin STANGHERLIN

conseillère à la cour du travail de Liège

#### **Introduction** ..... 436

#### Section 1

#### **Notions** ..... 437

A. Compétence d'attribution ..... 437

B. Compétences des juridictions du travail ..... 441

#### Section 2

#### **Compétence des juridictions du travail face à une demande en responsabilité civile dirigée contre une institution de sécurité sociale** ..... 451

A. La compétence d'attribution réduite des juridictions du travail  
en matière de responsabilité civile ..... 451

B. L'absence de compétence des juridictions du travail pour une demande  
de dommages et intérêts ..... 454

C. Le dilemme de la demande mal qualifiée ..... 457

D. Quelle compétence face à une demande subsidiaire de dommages  
et intérêts équivalents à une prestation sociale ? ..... 459

#### Section 3

#### **Applications concrètes** ..... 463

A. Demandes pendantes devant le tribunal du travail ..... 464

B. Demandes pendantes devant la cour du travail ..... 467

9

**Le droit constitutionnel à la sécurité sociale :  
un principe de *standstill*, et quoi d'autre ?** ..... 473

Denis BARTH

avocat au barreau d'Eupen, juge suppléant au tribunal du travail d'Eupen

**Introduction** ..... 474

Section 1

**Le champ d'application matériel de l'article 23, alinéa 3, 2°,  
de la Constitution** ..... 474

Section 2

**Les effets de l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution** ..... 480

A. **L'absence d'effet direct, mais entière invocabilité au contentieux objectif** ..... 480

B. **L'obligation d'interprétation conforme** ..... 483

C. **Le principe de légalité** ..... 484

1. La définition du principe de légalité ..... 484

2. Le principe de légalité en matière de sécurité sociale ..... 486

D. **Le *standstill*** ..... 488

1. Définition et champ d'application ..... 490

2. Le régime juridique applicable au principe de *standstill* ..... 491

Section 3

**La sanction** ..... 512

**Conclusion** ..... 513